



**ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា  
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ**

**អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា**

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia

Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens

Kingdom of Cambodia

Nation Religion King

Royaume du Cambodge

Nation Religion Roi

**អង្គជំនុំជម្រះសាលាដំបូង**

Trial Chamber

Chambre de première instance

TRANSCRIPTION  
RÉUNION DE MISE EN ÉTAT  
PUBLIC

Dossier n° 002/19-09-2007-CETC/CPI

5 mars 2015

Devant les juges :

NIL Nonn, Président  
Claudia FENZ  
YA Sokhan  
Jean-Marc LAVERGNE  
YOU Ottara  
THOU Mony (suppléant)  
Martin KAROPKIN (suppléant)

Pour la Chambre de première instance :  
CHEA Sivhoang

Pour le Bureau des co-procureurs :  
Nicholas KOUMJIAN  
SONG Chorvoin  
Joseph Andrew BOYLE  
Dale LYSAK

Pour la Section de l'administration judiciaire :  
UCH Arun

Pour les accusés :

Victor KOPPE  
SON Arun  
SUON Visal  
KONG Sam Onn

Pour les parties civiles :

Marie GUIRAUD  
LOR Chunthy  
HONG Kimsuon  
SIN Soworn  
TY Srinna  
CHET Vanly  
VEN Pov

**Tableau des intervenants**

Langue utilisée sauf indication contraire dans le procès-verbal d'audience

Intervenants	Langue
Mme le juge FENZ	Anglais
Me GUIRAUD	Français
Me KONG SAM ONN	Khmer
Me KOPPE	Anglais
M. KOUMJIAN	Anglais
M. LYSAK	Anglais
M. le juge Président NIL NONN	Khmer

1    PROCÈS-VERBAL

2    (Début de l'audience: 13h41)

3    M. LE PRÉSIDENT:

4    Veuillez vous asseoir.

5    Au nom de tous les juges de la Chambre, je tiens à souhaiter la  
6    bienvenue aux coprocurateurs, coprocurateurs adjoints, coavocats  
7    principaux pour les parties civiles, l'avocat de la défense de  
8    Nuon Chea et l'avocat de la défense de Khieu Samphan. Je vous  
9    souhaite la bienvenue. Je vous remercie de participer à cette  
10   réunion de mise en état cet après-midi.

11   D'après la règle 79.7 du Règlement intérieur, les réunions de  
12   mise en état se tiennent à huis clos, à moins que la Chambre n'en  
13   décide autrement. La Chambre a été saisie d'une demande de la  
14   défense de Nuon Chea et de Khieu Samphan tendant à ce que cette  
15   réunion soit ouverte au public. L'Accusation et les coavocats  
16   principaux pour les parties civiles n'ont pas soulevé d'objection  
17   face à cette demande. Mais dans l'intérêt de préserver la  
18   confidentialité de l'instruction en cours pour les dossiers 003  
19   et 004, la Chambre a décidé que la réunion de mise en état  
20   pouvait être tenue publique dans l'intérêt du public.

21   Il faut, bien entendu, respecter certaines conditions pour cela.

22   Il faut respecter la confidentialité de l'instruction des  
23   dossiers 003 et 004. La Chambre note que l'Accusation est bien  
24   placée pour juger de ce compromis, car elle a accès aux dossiers  
25   003 et 004. Et la Chambre invite l'Accusation à alerter la

1   Chambre s'il y a un risque d'atteinte à la confidentialité des  
2   dossiers 003 et 004 lors de cette réunion de mise en état.

3   [13.44.13]

4   Hier, la défense de Nuon Chea a présenté à la Chambre et aux  
5   parties un exemplaire de courtoisie de la requête liée à la  
6   communication des procès-verbaux d'audition dans les dossiers 003  
7   et 004. Cette requête a été versée au dossier aujourd'hui, en  
8   anglais et en khmer. Par cette requête, la défense de Nuon Chea  
9   demande à la Chambre, entre autres, de prévoir une réunion de  
10  mise en état aux fins de faciliter le débat entre les parties sur  
11  le processus en cours de communication et l'éventuelle marche à  
12  suivre et d'ajourner l'audition de 2-TCW-803 et 2-TCW-809.

13  [13.45.26]

14  La Chambre a brièvement entendu s'exprimer les parties quant à la  
15  possibilité d'ajourner l'audition du témoin 2-TCW-803 et, par la  
16  suite, elle a informé les parties par email qu'aujourd'hui elle  
17  n'entendrait pas la déposition de 2-TCW-803, contrairement à ce  
18  qui était prévu initialement, et qu'à la place de cette audition,  
19  elle tiendrait une réunion de mise en état afin de permettre aux  
20  parties de débattre pleinement du processus en cours de  
21  communication des procès-verbaux d'audition des dossiers 003 et  
22  004. Chaque partie disposera de vingt minutes pour faire part de  
23  son point de vue en la matière.

24  La Chambre donne à présent la parole à la défense de Nuon Chea,  
25  étant donné que c'est la défense de Nuon Chea qui est à

1 l'initiative de cette demande.

2 Vous avez la parole.

3 [13.46.41]

4 Me KOPPE:

5 Je vous remercie, Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs

6 les juges.

7 Comme vous l'avez dit, Monsieur le Président, aujourd'hui, nous

8 avons déposé une requête liée à la communication en cours des PV

9 d'audition émanant des dossiers 3 et 4 et qui sont... qui sont

10 versés à notre dossier. Nous l'avons fait parce que nous voulons

11 que la Chambre comprenne pleinement la situation à laquelle nous

12 sommes confrontés et qu'elle en tienne compte lorsqu'elle

13 décidera de la meilleure marche à suivre.

14 Nous avons décidé de présenter cette requête parce que

15 l'information dépeinte par l'Accusation, qui vous a donc été

16 fournie au sujet de ces communications, brosse un tableau

17 radicalement différent eu égard aux impacts que cela peut avoir

18 pour nous. Nous avons déposé cette requête parce que nous avons

19 vraiment besoin que vous compreniez les défis extrêmes et les

20 difficultés que ces communications nous posent à nous, aux

21 parties et au procès, pour ce procès, en général.

22 [13.47.41]

23 J'ai essayé de mettre en lumière un certain nombre de ces

24 difficultés au cours des interventions à l'oral pendant tout le

25 procès mais, étant donné que la Chambre est de l'avis ou nous a

1 informés qu'elle est en train de trouver une solution... devrait  
2 à la... à la req... pour trouver une solution, nous souhaitons  
3 vous présenter ces informations, travailler à vos côtés pour  
4 trouver la solution idoine.

5 Je l'ai dit à maintes reprises mais je le répète: nous n'essayons  
6 pas d'entraver la procédure ni d'empêcher que celle-ci ait lieu.

7 Notre client a été très clair en ce sens, il souhaite que le  
8 procès suive son cours. Mais la question qui se pose est de  
9 savoir comment faire de façon à quand même protéger son droit  
10 fondamental à un procès équitable.

11 Apparemment, il apparaît de notre brève discussion hier sur cette  
12 question qu'il y a peut-être eu malentendu par rapport à ce qui  
13 nous a été communiqué et quand. C'est pourquoi je pense qu'il  
14 serait utile de commencer par présenter un aperçu de tout ce que  
15 nous avons reçu, en tout cas jusqu'à aujourd'hui.

16 [13.48.50]

17 Depuis l'année dernière, nous avons reçu des procès-verbaux  
18 d'audition de témoins et de parties civiles. Ils nous ont été  
19 communiqués par le coprocurateur international avec la permission  
20 des juges d'instruction internationaux, mais sans l'apparent  
21 soutien du coprocurateur national. Nous avons reçu le premier  
22 classeur de PV d'audition en novembre 2014; ceux-ci... davantage  
23 de classeurs, plutôt, ont été également... nous ont été remis fin  
24 janvier. Mais, il apparaît que nous avons reçu approximativement  
25 80 pour cent des documents au cours des deux dernières semaines,

1 y compris certains documents qui nous ont été déposés hier alors  
2 que nous prenions le chemin du prétoire. Le coprocurateur  
3 international adjoint a pris la peine d'expliquer hier que les  
4 documents que nous avons reçus hier étaient seulement des  
5 traductions de documents et, certes, c'est le cas, mais ce qu'il  
6 n'a pas dit, c'est que ces documents comprenaient des traductions  
7 de ces PV d'audition vers l'anglais, qui est une langue que  
8 nous... dont nous avons besoin pour pouvoir comprendre.  
9 Et la question se pose également de savoir quelle est l'ampleur  
10 ou l'étendue de ces documents.  
11 [13.50.18]  
12 Pour l'instant, nous avons calculé que nous avons reçu 155  
13 déclarations, soit un total de 2838 pages en anglais seulement -  
14 2838, soit près de trois mille pages. Qui plus est, l'Accusation  
15 nous a déjà prévenus qu'un certain nombre de ces déclarations  
16 communiquées est appelé à doubler puisqu'il y a encore 190  
17 déclarations qui devraient arriver. Il doit y avoir, en plus,  
18 encore un certain nombre de documents - un nombre inconnu - qui  
19 devrait également nous parvenir puisque les dossiers 3 et 4 se  
20 poursuivent, en tout cas les enquêtes.  
21 La Chambre nous a accordé deux jours pour - entre guillemets -  
22 nous "familiariser" avec ces déclarations que nous avons reçues  
23 en février. Nous avons calculé que nous aurions besoin de lire  
24 toutes les déclarations en anglais à la vitesse de une page par  
25 minute pendant deux jours sans dormir simplement pour prendre

1 connaissance et lire tous les documents. Cela ne prend pas en  
2 compte le fait que nous avons besoin, outre de lire ces  
3 documents, d'analyser les preuves que ces documents présentent.

4 [13.51.36]

5 Ainsi, la situation est extrêmement préoccupante pour nous. Ne  
6 vous méprenez pas, ce que nous voyons, c'est que le cojuge  
7 d'instruction international et le coprocureur international sont  
8 en train de nous renvoyer ou de nous larguer, pour ainsi dire,  
9 des dossiers... des documents du dossier 003 et 004 dans notre  
10 dossier, probablement partiellement pour être certains que leurs  
11 efforts d'enquête ne soient pas menés à bien... en vain au cas où  
12 ces dossiers n'aboutiraient pas à un procès.

13 Ce qui est beaucoup plus troublant, en outre, c'est que ces  
14 communications nous montrent certains aspects essentiels de notre  
15 appel dans le cadre du premier procès du deuxième dossier, qui  
16 sont encore en cours d'enquête dans le cadre des dossiers 3 et 4,  
17 alors qu'en même temps, ils ont déjà été jugés en première  
18 instance et en appel.

19 Il y a notamment le cas d'un témoin qui a été interrogé en 2014  
20 alors qu'en même temps on était en train de prévoir sa  
21 comparution au tribunal par la suite.

22 [13.53.00]

23 Me KOPPE:

24 Si les audiences n'avaient pas été reportées à janvier, je pense  
25 que nous n'aurions même pas reçu ces PV d'audition et les preuves



1    essentielles qu'ils recèlent au sujet du témoin qui est...  
2    comparu.  
3    Mais ce n'est pas vraiment une question de volume seulement qui,  
4    bien sûr, est incommensurable et qui va bien au-delà des  
5    capacités de notre équipe - ce sur quoi je reviendrai un peu plus  
6    tard. Mais il y a encore une autre question, bien plus  
7    essentielle; c'est une question qu'apparemment l'Accusation ne  
8    comprend pas, à savoir: la pertinence des éléments de preuve  
9    contenus par ces déclarations. À notre sens, il s'agit d'un  
10    élément qui concerne directement le moment des  
11    contre-interrogatoires ou qui affecte directement le moment où  
12    l'on doit mener un contre-interrogatoire et l'on doit examiner la  
13    preuve.  
14    Avec tout ce que nous avons pu voir à partir de ces éléments de  
15    preuve, ils sont essentiellement... ils sont vraiment essentiels  
16    pour le deuxième procès du dossier 2 dans son ensemble et  
17    également essentiels pour d'autres questions qui sont contestées  
18    dans le cadre de l'appel pour le premier procès. Certains de ces  
19    éléments affectent, et de façon fondamentale, les preuves que  
20    nous avons maintenant, dont nous sommes saisis, sur un bon nombre  
21    de questions clés qui sont contestées dans ce cas et dans  
22    l'appel.  
23    [13.54.30]  
24    Afin d'éviter tout malentendu à ce sujet, je pense qu'il est  
25    nécessaire que j'explique quels sont les sujets qui sont couverts

1 ou qui sont compris par ces preuves, sans rentrer dans un grand  
2 luxe de détails qui seraient superflus.

3 D'après ce que nous avons lu jusqu'à présent, les témoins  
4 semblent parler de l'existence de factions divisives (phon.)  
5 internes au sein du PCK. Il y a également des témoignages qui  
6 attestent de quatre factions internes: celle... une affiliée avec  
7 les Vietminh, les Khmers rouges nationalistes, les Sihanoukistes  
8 ou les Khmers rouges sihanoukistes, et les Khmers rouges de  
9 Chine, y compris Pol Pot. Il y a des informations dans les  
10 nouvelles preuves au sujet de ces factions qui existaient  
11 particulièrement dans la zone Nord-Ouest et Est et il y a des  
12 informations qui identifient So Phim comme... en tant que leader  
13 d'une des factions ourdissant un complot et une révolte contre  
14 Pol Pot.

15 [13.55.42]

16 Des témoins détaillent également les actes et la conduite d'un  
17 certain nombre de dirigeants du PCK, notamment notre client Nuon  
18 Chea, mais aussi Ta Mok, So Phim et Ros Nhim. Les témoins  
19 décrivent des événements qui sont contestés dans tous les  
20 segments du procès pour le dossier 2, procès numéro 2, et  
21 également pour les événements qui ont déjà fait l'objet d'un  
22 jugement au cours du premier procès, deuxième dossier, à l'heure  
23 actuelle en Cour d'appel auprès de la Cour suprême.

24 Les témoins discutent des actes et de la conduite des témoins qui  
25 ont déjà déposé, qui... dont la comparution est prévue, ou à qui

1 l'on a demandé de comparaître et qui devraient être appelés ou  
2 cités à comparaître. Les témoins parlent également de la  
3 structure hiérarchique en détail ainsi que des opérations dans  
4 les zones Nord-Ouest et Sud-Ouest. Et enfin, les témoins  
5 fournissent des preuves directement pertinentes du point de vue  
6 des politiques en vigueur, y compris les mariages forcés et le  
7 traitement des Cham et des Vietnamiens.

8 [13.56.51]

9 Hier, l'Accusation a essayé d'écarter notre argument selon lequel  
10 nous ne devrions pas entendre la déposition des deux cadres  
11 éminents appelés à comparaître. Ils ont affirmé que les nouvelles  
12 preuves que nous avons reçues n'étaient pas pertinentes ou qu'il  
13 n'y avait qu'une seule... un seul élément d'information qui  
14 faisait directement référence à l'un de ces deux cadres. Je  
15 remarque, de façon générale, que l'Accusation a essayé de décider  
16 quels sont les segments du procès et les PV qui sont importants,  
17 et ensuite de communiquer les PV d'audition à l'avance ou pendant  
18 le segment concerné. Cependant, et avec tout le respect qui est  
19 dû, étant donné que c'est nous et non pas l'Accusation qui dirige  
20 le dossier, les évaluations de l'Accusation ont souvent été  
21 inexactes et n'ont pas vraiment aidé, notamment ce qu'ils...  
22 l'évaluation qu'ils ont faite hier. Mettre à l'écart la  
23 pertinence éventuelle d'un élément de preuve par rapport à un  
24 témoin tout simplement parce qu'il ne contient pas une référence  
25 directe à ce témoin spécifiquement, c'est une sursimplification

1 et une façon tout à fait inappropriée d'évaluer la pertinence  
2 d'une preuve.

3 [13.58.21]

4 Comme je l'ai dit hier, nous pensons que ces deux éminents cadres  
5 dirigeants pourront nous donner des preuves qui pourraient être  
6 critiques, essentielles, sur la structure hiérarchique et les  
7 opérations dans la zone Sud-Ouest. Cet élément de preuve, à son  
8 tour, est le lien ou le maillon essentiel dont on a besoin pour  
9 établir le lien entre la zone et Nuon Chea, ce qui permettrait de  
10 le condamner par rapport à ce qui a eu lieu à Tram Kak et à Krang  
11 Ta Chan.

12 J'ai également dit hier que nous n'avions pas été en mesure de  
13 lire tout ce qui nous avait été communiqué ces deux dernières  
14 semaines. Nous n'avions... nous avons pu identifier que,  
15 fréquemment, on mentionnait la structure d'autorité ou la  
16 structure hiérarchique par rapport à Tram Kak et Krang Ta Chan.  
17 Les termes "secteur 13", "district de Tram Kak" et "bureau 204"  
18 sont mentionnés au total 324 fois.

19 Monsieur le Président, si l'on prend maintenant la communication  
20 de ces PV d'audition de façon plus générale, on voit que, dans  
21 l'ensemble, ils semblent contenir des informations qui sont d'une  
22 pertinence essentielle vis-à-vis de nombreux aspects de la  
23 Défense, et pas seulement des témoins spécifiques ou des  
24 événements spécifiques examinés dans un segment particulier du  
25 procès. Toutes ces preuves nécessitent une analyse plus

1 approfondie avant que le segment actuel du procès ne puisse se  
2 poursuivre.

3 [13.59.59]

4 Très franchement, Madame et Messieurs les juges, l'accusé a le  
5 droit d'avoir le temps d'analyser ces éléments de preuve,  
6 d'étudier l'impact que ces éléments de preuve ont, non seulement  
7 par rapport aux événements contestés dans le segment actuel, mais  
8 voir également quelles sont les répercussions de ces éléments de  
9 preuve sur notre stratégie de défense générale. Il doit être  
10 évident, on doit dire de façon tout à fait patente, que la  
11 stratégie globale est à la base de tout segment du procès, de  
12 tout témoin, de toute partie civile ou expert appelés à déposer  
13 devant la Chambre pour chacun des segments.

14 [14.00.41]

15 Me KOPPE:

16 Si nous continuons de foncer et que l'on continue de recevoir au  
17 goutte-à-goutte ces éléments de preuve, nous allons nous heurter  
18 à des difficultés de plus en plus importantes, non seulement  
19 nous, mais aussi le procès. Et de fait, c'est déjà le cas. Par  
20 exemple, d'après ce que nous avons pu voir, les dépositions que  
21 nous avons reçues ces deux dernières semaines nous auraient  
22 amenés à poser des questions tout à fait différentes à Elizabeth  
23 Becker et, éventuellement, aux nombreux prisonniers de Krang Ta  
24 Chan et aux cadres qui ont déjà été cités à comparaître et qui  
25 sont... qui ont comparu. Nous aimerions... nous serons peut-être

1 même appelés à rappeler ces témoins, ce qui va retarder le procès  
2 et qui va menacer une utilisation efficace des ressources  
3 limitées de la Chambre. Nous aurons également besoin de présenter  
4 ces éléments de preuve qui viennent d'être communiqués à la  
5 Chambre de la Cour suprême puisque ces éléments de preuve  
6 semblent être pertinents du point de vue de notre appel dans le  
7 cas du premier procès. Cela va ralentir et compliquer de façon  
8 significative la procédure d'appel et, particulièrement, les  
9 prochaines audiences en appel.

10 [14.01.57]

11 Pour toutes ces raisons... c'est pour toutes ces raisons que nous  
12 avons demandé à ajourner les audiences pour le moment et, à  
13 défaut, à mettre... à terminer ce segment en entendant tous les  
14 témoins, sauf les cadres dirigeants. En outre, nous proposons  
15 que, si nous décidons de commencer le prochain segment du procès,  
16 alors, que nous choisissons le segment qui se trouvera le moins  
17 affecté par les communications qui sont en cours, c'est-à-dire  
18 donc à l'exclusion de la zone Nord-Ouest et Sud-Ouest et, d'après  
19 ce que nous avons cru comprendre, c'est certainement le segment  
20 portant sur le barrage du 1er-Janvier.

21 [14.02.50]

22 Monsieur le Président, au-delà de tout cela, nous avons besoin de  
23 suffisamment de temps pour étudier correctement les déclarations  
24 qui ont été communiquées avant de pouvoir aborder les segments  
25 qui sont les plus touchés par ces communications.

1 J'aimerais à présent revenir sur les Khmers Krom, un thème qui a  
2 été abordé, qui commence à émerger et qui revient assez  
3 régulièrement. C'est un sujet qui revient régulièrement dans les  
4 dossiers 3 et 4, dans les PV d'audition de ces dossiers. C'est  
5 une perspective différente qui est présentée quant à l'expérience  
6 des Khmers Krom pendant le Kampuchéa démocratique.

7 Un peu plus tôt ce mois, nous avons déjà fait part de notre  
8 préoccupation par rapport à l'intention de... par rapport à la  
9 pertinence projetée des éléments de preuve concernant les Khmers  
10 Krom pour ce procès. Comme nous le savons tous, la pertinence de  
11 l'expérience des Khmers Krom dans le dossier 2 est contestée de  
12 longue date. La communauté khmère krom a fait un lobby par  
13 rapport à leur expérience pour que celle-ci soit incluse dans  
14 l'ensemble des faits reprochés pour le dossier 2, donc que cela  
15 soit qualifié de génocide et de mauvais traitements ciblant un  
16 groupe spécifique. Ces efforts ont été relayés par les médias,  
17 entre autres. Toutefois, il a été décidé de ne pas inclure les  
18 Khmers Krom en tant que groupe spécifique, et ce dans le  
19 réquisitoire introductif des coprocurateurs dès le début du dossier  
20 numéro 2. En dépit de ces activités de lobby, il n'y a pas eu de  
21 requête supplémentaire. Au lieu de cela, il y a tout simplement  
22 une requête limitée demandant à ce que soit menées... à ce que  
23 soient approfondies les enquêtes.

24 [14.04.50]

25 Tout ceci est clairement détaillé dans notre requête, mais à

1 l'époque, le porte-parole, Lars Olsen, a dit au Cambodia Daily en  
2 2010 que le fait que les coprocurateurs aient manqué à présenter  
3 cette réquisition supplémentaire était, je cite: "n'était pas une  
4 erreur", et c'est une citation. Il est également dit - c'est à  
5 nouveau une citation - qu'il y a une raison pour laquelle il ne  
6 l'a pas fait: "Je connais cette raison, mais je ne peux pas vous  
7 le dire." Voilà ses propres paroles. Donc peut-être  
8 qu'aujourd'hui, il nous donnera cette raison dont il a  
9 connaissance.

10 [14.05.25]

11 Comme les coprocurateurs n'ont pas inclus les Khmers Krom parmi les  
12 groupes ciblés dans leur réquisition introductive ou  
13 supplémentaire, le résultat a été que les Khmers Krom n'ont pas  
14 été considérés comme un groupe ciblé dans l'ordonnance de clôture  
15 ou comme victimes alléguées de génocide, et il n'y a que peu de  
16 mentions des Khmers Krom dans l'ordonnance de clôture.

17 Monsieur le Président, étant donné que les Khmers Krom ne font  
18 pas partie des groupes ciblés dans le dossier 002, alors le fait  
19 que l'on mette l'accent sur l'expérience des Khmers Krom dans les  
20 PV d'audition que nous avons reçus émanant des dossiers 3 et 4  
21 nous inquiète profondément. Particulièrement, nous sommes de plus  
22 en plus inquiets que le coprocurateur international s'emploie à  
23 élargir concrètement la portée du deuxième procès en poursuivant  
24 les... en considérant les expériences des Khmers Krom comme un  
25 groupe quasiment ciblé ou une quasi-victime de génocide. Nous



1   sommes inquiets qu'il cherche à faire entrer par la porte de  
2   derrière les Khmers Krom en l'assimilant à l'expérience des  
3   Vietnamiens, en dépit du fait que les deux groupes ont une  
4   expérience tout à fait différente et que l'expérience des Khmers  
5   Krom n'était pas incluse dans l'ordonnance de clôture.

6   [14.17.04]

7   Apparemment, l'identité spécifique des témoins en tant que Khmers  
8   Krom a été considérée comme pertinente par les coprocurateurs, à  
9   tout le moins, les avocats des parties civiles et cette Chambre.  
10  De fait, comme vous l'avez dit, on se rappelle que, après la  
11  déposition de l'un des témoins, déposition récente, il a dit  
12  qu'il n'était pas khmer krom, qu'il n'avait jamais dit qu'il  
13  était khmer krom. Le juge Lavergne a pourtant continué de  
14  demander au témoin s'il se considérait néanmoins khmer krom.

15  [14.07.44]

16  Me KOPPE:

17  Monsieur le Président, étant donné que l'on met l'expérience ou  
18  les expériences des Khmers Krom sous les feux de la rampe et  
19  étant donné que les questions liées aux Khmers Krom apparaissent  
20  beaucoup, nous avons demandé dans notre mention à ce que la  
21  Chambre veille à ce que les parties n'incluent pas les Khmers  
22  Krom en tant que groupe quasi-ciblé dans le cadre du deuxième  
23  dossier.

24  À présent, Monsieur le Président, j'aimerais aborder le statut  
25  juridique des PV d'audition communiqués provenant des dossiers 3

1 et 4. Nous sommes très inquiets eu égard à ce statut juridique.  
2 Nous sommes particulièrement inquiets surtout si les dossiers 3  
3 et 4 n'aboutissent pas à un procès. Même s'il y a eu inculpation  
4 par cont... condamnation par cont... inculpation par contumace,  
5 le premier ministre Hun Sen a fait des déclarations à la  
6 communauté internationale récemment et le gouvernement cambodgien  
7 adopte une attitude vis-à-vis de ces cas, tout ceci suggère qu'il  
8 est très possible que cela soit ensuite avéré.

9 [14.09.01]

10 Si les dossiers 3 et 4 ne se convertissent pas en procès, nous ne  
11 savons pas quel sera l'impact sur la validité des PV d'audition  
12 qui ont été recueillis dans le cadre des enquêtes. Nous ne savons  
13 pas comment... quelles seront les répercussions sur le deuxième  
14 procès du dossier 2, et nous ne savons pas comment cette  
15 situation sera gérée. Par exemple, on nous a dit que... par  
16 exemple, alors que maintenant nous essayons de déployer tous les  
17 efforts possibles et imaginables pour lire les PV d'audition,  
18 est-il possible qu'en fin de compte, à la dernière minute, on  
19 nous dise que ces PV d'audition sont exclus et que maintenant il  
20 faut faire comme si on les avait pas lus? Nous ne savons tout  
21 simplement pas. Et nous pensons à tout le moins que cela mérite  
22 d'être considéré et étudié de façon plus approfondie.

23 [14.09.52]

24 Ensuite, Monsieur le Président, nous nous intéressons également  
25 aux éventuelles autres preuves que pourraient contenir les

1 documents des dossiers 3 et 4 par rapport aux déclarations des  
2 parties civiles et des témoins. Très franchement, nous ne nous  
3 mêlons pas des affaires des cojuges d'instruction internationaux  
4 des dossiers 3 et 4 et je pense que l'inverse est tout aussi  
5 vrai. C'est pourquoi nous avons demandé à la Chambre de rendre  
6 une décision et nous aimerions demander à la Chambre de demander  
7 à l'Accusation de demander à ce que soient communiquées ces  
8 preuves dès que possible.

9 Passons maintenant aux conditions de communication. Les parties  
10 civiles en ont brièvement parlé hier. Dans notre requête, nous  
11 avons demandé à la Chambre d'exercer son pouvoir par rapport au  
12 bon ordre et à la police de l'audience en garantissant une  
13 communication en bonne et due forme. Ces conditions, par exemple,  
14 sont les suivantes: c'est-à-dire que nous ne pouvons pas recevoir  
15 les PV d'audition de façon électronique. Nous recevons seulement  
16 un exemplaire papier de chacune des déclarations dans chacune des  
17 langues disponibles. Seuls les fonctionnaires salariés ont le  
18 droit d'examiner ces PV d'audition, pas nos stagiaires, même si  
19 apparemment c'est quand même le cas des stagiaires de  
20 l'Accusation.

21 [14.11.40]

22 Pour que les PV d'audition puissent faire l'objet de recherches  
23 mot par mot et être examinés par plusieurs membres du personnel  
24 de façon concomitante, nous devons les scanner, les imprimer, et  
25 ensuite les faire passer par un logiciel de reconnaissance de

1    texte, et ce, pour chacun des PV d'audition. Étant donné le  
2    volume de données et les contraintes au niveau des technologies  
3    de l'information, c'est un processus qui prend énormément de  
4    temps. Ces conditions ne devraient jamais être imposées à la  
5    Défense par une partie qui n'est pas concernée par le dossier  
6    002. C'est tout à fait dénué de pertinence maintenant que le  
7    cojuge d'instruction international a présenté les chefs  
8    d'accusation pour les dossiers 3 et 4.

9    [14.12.32]

10   J'aimerais maintenant dire quelques mots sur les contraintes  
11   auxquelles nous sommes confrontés. Comme je vous l'ai dit un peu  
12   plus tôt, nous recev... nous avons reçu, il y a moins de deux  
13   semaines à peu près, 80 pour cent des déclarations. Nous en avons  
14   encore reçu hier. Toutefois, pendant ce temps, la plupart des  
15   membres de notre équipe de la défense sont ici dans le prétoire  
16   quatre jours par semaine. Ce sont des contraintes par rapport à  
17   la taille possible de notre équipe. Et comme je vous l'ai dit  
18   hier, l'Accusation a au moins six procureurs internationaux qui  
19   conduisent l'examen et ont une certaine rotation de leur  
20   personnel de soutien. Nous, nous n'avons que deux coavocats. Dans  
21   les faits, nous n'avons qu'une journée par semaine, nos soirées  
22   et nos week-ends pour examiner les milliers de pages issues de  
23   ces communications. Nous avons seulement un jour par semaine pour  
24   discuter des nombreux éléments de preuve qui émanent de ces  
25   communications, et nous devons aussi consulter Nuon Chea pour

1 obtenir ses instructions.

2 Nous devons tout faire tout en nous préparant aux audiences et

3 sans le soutien des stagiaires de la Défense. Et apparemment,

4 tout ceci se déroule tandis que, parallèlement, on continue de

5 recevoir de nouveaux éléments qui sont communiqués. Nous avons

6 vraiment fait de notre mieux pendant tout le dossier 2 pour

7 essayer de comprendre du mieux que nous pouvions... de nous tenir

8 au fait et de suivre dans la mesure du possible. Nous avons

9 essayé de lire ces nouvelles communications tandis même que nous

10 étions ici dans le prétoire quatre jours par semaine. Mais c'est

11 tout simplement impossible! Nous n'avons pas réussi à lire - ne

12 parlons même pas d'analyser - tous les PV d'audition qui nous ont

13 été communiqués. C'est tout simplement physiquement impossible,

14 et ce, en dépit de tout ce que pourra suggérer l'Accusation. Nous

15 n'avons pas les ressources, ni le temps - temps qui est déjà,

16 lui, limité, et qui parfois est gaspillé ou est utilisé à mauvais

17 escient.

18 [14.14.53]

19 En conclusion, si le processus de communication se poursuit tel

20 qu'il l'est à l'heure actuelle - et apparemment, c'est le cas -

21 alors nous serons forcés de demander davantage de ressources tout

22 simplement pour garder la tête hors de l'eau. Mais, si cette

23 requête... si vous décidez de faire droit à cette requête, nous

24 aurons quand même besoin de davantage de temps pour que les

25 membres principaux de notre équipe aient la possibilité de

1 comprendre le contenu de tous ces documents qui nous sont  
2 communiqués. C'est une question de responsabilité professionnelle  
3 en tant que avocats.

4 Maintenant on nous demande de continuer le travail et de... et le  
5 fait est que certaines de ces déclarations qui nous sont  
6 communiquées sont plus vieilles et datent parfois de 2011. Donc,  
7 on peut dire que là, l'Accusation a une grande longueur d'avance.  
8 Naturellement, nous n'espérons pas avoir une période de temps  
9 démesurée étant donné qu'il est important que la justice se fasse  
10 rapidement, mais nous avons au demeurant besoin de temps.

11 M. LE PRÉSIDENT:

12 Je vous remercie, Maître Koppe.

13 Je donne à présent la parole à la défense de Khieu Samphan.

14 [14.16.19]

15 Me KONG SAM ONN:

16 Mesdames et Messieurs les juges, bonjour.

17 Mesdames et Messieurs les participants, bonjour.

18 Notre équipe partage les mêmes préoccupations que celles évoquées  
19 à l'instant par maître Koppe. Il nous est très difficile  
20 d'étudier tous les documents dont nous sommes saisis. Nous  
21 parlons ici des procès-verbaux d'audition des dossiers 003 et 004  
22 et, jusqu'à présent, nous n'avons eu ni le temps suffisant ni les  
23 moyens suffisants pour lire tous ces documents et préparer  
24 correctement la défense de notre client. Nous avons besoin de  
25 temps, en effet, pour étudier tous les éléments de preuve

1    présentés par les coproccureurs.

2    Pour ce qui est des documents, nous en avons reçu énormément  
3    jusqu'à présent. Nous avons reçu 16 classeurs, comme l'a dit  
4    maître Koppe, et tous ces documents représentent plus de... ou  
5    près de 3000 pages. Tous ces documents comportent différentes  
6    informations et nous nous devons d'étudier chacune des  
7    informations qui y figurent.

8    [14.18.16]

9    Se pose également le problème de la traduction des documents.  
10   Certains documents dont nous sommes saisis sont disponibles en  
11   français, tandis que d'autres ne le sont pas. Il faut donc que  
12   ces documents qui ne sont pas encore en français soient traduits.  
13   Comme je l'ai dit, ces documents sont très volumineux. Nous avons  
14   besoin de beaucoup de temps pour les lire et nous avons besoin de  
15   beaucoup de temps également pour analyser leur contenu. Nous  
16   devons essayer de bien comprendre ce qui figure dans ces  
17   documents, nous devons également essayer de voir s'il y a des  
18   liens entre ces divers documents. Par ailleurs, nous devons nous  
19   efforcer de voir si les auditions des dossiers 003 et 004 sont  
20   pertinentes pour le dossier qui nous occupe. Et là encore, tout  
21   cela demande du temps.

22   Je vous invite tous et toutes à prendre en compte le fait que les  
23   documents qui nous ont été remis par les coproccureurs pour examen  
24   sont considérés comme des éléments de preuve. Il faut bien sûr  
25   que les critères établis soient respectés, et il faut notamment

1 que les dispositions des règles 87.3 et 87.4 soient bien  
2 respectées. Nous devons analyser les documents et nous devons  
3 pouvoir émettre des objections préliminaires, le cas échéant.  
4 [14.20.57]

5 Nous ne voyons peut-être pas tous les choses d'un même œil.  
6 L'Accusation a parlé hier des documents qu'elle nous a fournis,  
7 mais il est certain que nous avons des motivations différentes  
8 pour la défense de notre client. Nous, avocats de la Défense,  
9 n'avons pas le même point de vue que les coprocurateurs. Il peut y  
10 avoir également des divergences de vue entre les deux équipes de  
11 défense. Ces divergences peuvent voir le jour une fois que nous  
12 avons lu et analysé les documents dont nous parlons actuellement.  
13 Nous devons bien faire la part des choses entre les  
14 procès-verbaux d'audition des témoins et les procès-verbaux  
15 d'audition des parties civiles. Il nous faut voir également, par  
16 ailleurs, si les témoins ont déjà déposé par le passé. Les  
17 témoins qui viennent déposer à la barre font des dépositions qui  
18 peuvent être immédiatement utilisées. Nous nous devons d'étudier  
19 tous les éléments de preuve avancés par ces personnes qui  
20 viennent déposer. Certaines dépositions ne peuvent pas être  
21 utilisées si elles ne sont pas déclarées recevables ou s'il y a  
22 des problèmes de recevabilité qui se posent. Nous, avocats de la  
23 défense de Khieu Samphan, nous n'avons pas accès aux dossiers 003  
24 et 004.  
25 [14.23.41]



1 Et l'on a parlé également de certaines inexactitudes présentes  
2 dans les documents. Nous avons souligné que le problème existait  
3 auprès de la Chambre. Dans le cas de Van Soeun, eh bien, nous  
4 avons constaté qu'il y avait des divergences entre son audition  
5 devant la Chambre et les PV d'audition qui avaient pu être  
6 établis avec les cojuges d'instruction et les enquêteurs. Nous  
7 devons bien garder à l'esprit ces divergences. Nous devons  
8 analyser les dépositions et, si nous ne pouvons le faire...

9 M. LE PRÉSIDENT:

10 Coprocurateur international, vous avez la parole.

11 [14.24.35]

12 M. KOUMJIAN:

13 Je ne voulais pas l'interrompre mais malheureusement, si je ne le  
14 fais pas, cela pourrait créer des problèmes. Je viens d'entendre  
15 citer le nom d'un témoin. Je vous rappelle que nous ne pouvons  
16 pas le faire. Il est plus judicieux de ne mentionner aucun nom  
17 lorsque nous parlons de la divulgation des informations pour les  
18 dossiers 3 et 4.

19 Me KONG SAM ONN:

20 Monsieur le Président, j'aimerais réagir à ce qui vient d'être  
21 dit par le coprocurateur international.

22 Ce témoin vient de déposer devant la Chambre, voilà pourquoi j'ai  
23 cité son nom.

24 Mme LA JUGE FENZ:

25 En règle générale, évitez de mentionner les noms de témoins.

1 La Chambre sait très bien ce qu'il faut faire par rapport aux  
2 documents, donc nous vous prions de bien vouloir vous concentrer  
3 sur les questions les plus pertinentes.

4 [14.25.53]

5 Me KONG SAM ONN:

6 Merci. Je reprends.

7 Comme je le disais, il est important d'étudier, d'analyser toutes  
8 les dépositions des témoins. Nous devons pouvoir être en mesure  
9 de comparer ces dépositions. Nous devons pouvoir vérifier les  
10 procès-verbaux d'audition des témoins. Nous devons également  
11 pouvoir les comparer avec les enregistrements vidéo de ces  
12 entretiens, de ces dépositions. Nous devons pouvoir y déceler  
13 d'éventuelles erreurs ou d'éventuelles divergences entre les  
14 enregistrements et les procès-verbaux d'audition.

15 Au cours des derniers mois, nous avons été saisis de beaucoup,  
16 beaucoup de documents pour le dossier 002. Et ce que nous  
17 craignons, c'est que les droits des accusés ne soient pas  
18 pleinement respectés. Nous l'avons vu... par le passé, nous avons  
19 vu que le risque existait et nous ne voulons pas que ce risque  
20 soit présent à nouveau. Nous devons nous soucier de la  
21 manifestation... de l'établissement de la vérité, nous devons  
22 appeler à la barre des témoins qui contribuent à la manifestation  
23 de la vérité, et nous devons également respecter les droits des  
24 accusés et respecter notamment le droit de contre-interrogatoire.  
25 Nous devons trouver les moyens et le temps nécessaires pour

1     étudier ces dépositions et peut-être bien qu'à l'avenir nous  
2     demanderons à ce que soient rappelés à la barre certains témoins,  
3     principalement si nous n'avons pas le temps de lire tous les  
4     documents qui sont présentés par les coprocurateurs.

5     [14.28.38]

6     Nous demandons donc à disposer de suffisamment de temps pour  
7     pouvoir étudier tous les documents présentés par les  
8     coprocurateurs. Ces documents émanent des dossiers 003 et 004,  
9     comme nous le savons tous; pour l'instant, nous n'avons pas eu le  
10    temps de les étudier en détail, et j'en terminerai là.

11    Merci, Monsieur le Président.

12    M. LE PRÉSIDENT:

13    La parole est à la juge Fenz.

14    [14.29.17]

15    Mme LA JUGE FENZ:

16    J'aimerais poser une question précise aux deux équipes de  
17    défense. Je n'attends pas de réponse immédiate de votre part, je  
18    vous donnerai bien sûr le temps d'y réfléchir, et je demanderais  
19    également aux parties de faire des commentaires.

20    À ce stade, de combien de temps supplémentaire avez-vous besoin?

21    Voilà ma question bien précise. Merci.

22    (Courte pause)

23    [14.30.05]

24    M. KOUMJIAN:

25    Pardonnez-moi, j'avais cru comprendre que la Défense allait

1 répondre maintenant.

2 Tout d'abord, je dois dire que les coprocurateurs sont bien  
3 conscients du fait qu'il s'agit là d'une question très épineuse.  
4 Nous sommes bien conscients du fait qu'il y a une instruction en  
5 cours et qu'il y a une charge qui pèse sur les épaules de la  
6 Défense, de l'Accusation, des juges. Nous ressentons très  
7 fortement ce poids qui pèse sur nos épaules et nous avons bien  
8 réfléchi à cette question de la communication des procès-verbaux  
9 d'audition de notre dossier. Nous savons que nous devons agir de  
10 la façon la plus rapide possible, la plus rapide et la plus  
11 efficace possible. Nous sommes donc bien conscients de tout cela.  
12 Cela dit, nous devons répondre à la Défense. Des problèmes ont  
13 été abordés devant la Cour suprême, des problèmes ont également  
14 été évoqués par rapport aux conditions de communication, de  
15 divulgation auprès des cojuges d'instruction. A présent la  
16 Défense se plaint du fait que l'Accusation déverse littéralement  
17 des documents sur elle, et pourtant, l'on nous a demandé de mener  
18 l'instruction pour tous les documents, donc de poursuivre la  
19 recherche, les analyses.

20 [14.31.38]

21 La Défense se plaint également du fait que ces documents lui  
22 parviennent très tardivement. Là encore, nous en avons déjà  
23 discuté. Nous avons discuté de la question de la communication  
24 des dépositions des dossiers 003 et 004 depuis pas mal de temps,  
25 nous avons commencé à en discuter l'an dernier. Tout le monde

1    sait que la divulgation de ces informations est en cours. On a  
2    parlé des lieux concernés dans l'instruction des dossiers 3 et 4,  
3    et la Défense le sait bien.

4    La Défense affirme que nous déversons sur elle des documents, et  
5    pourtant ces documents sont très utiles pour elle. Vous dites  
6    donc qu'il y a trop de documents, et pourtant vous souhaiteriez  
7    en recevoir plus, car pour vous ces documents sont pertinents et  
8    utiles.

9    Nous, nous sommes prêts à collaborer avec vous, essayer de  
10   trouver des solutions pour travailler de la façon la plus rapide  
11   possible, sans heurt pour la procédure. Nous sommes convaincus du  
12   fait que la Défense souhaite que la procédure suive son cours et  
13   soit rapide. Donc, il faudra peut-être que la Défense évoque les  
14   problèmes un par un, alors... et personnellement, j'aimerais  
15   commencer par la question de l'ajournement des audiences.

16   [14.33.05]

17   Pour nous, cet ajournement n'est pas nécessaire. La Défense a  
18   parlé de moins de 3000 pages. Si l'on pense à la jurisprudence  
19   pénale, eh bien, ce chiffre n'est pas si important que cela. Vous  
20   voyez, dans la plupart des cas, les affaires traitées au pénal,  
21   qu'il y a parfois jusqu'à 50000 pages de documents. Ces 50000  
22   pages sont présentées à la Défense, et donc, si l'on compare tout  
23   cela à d'autres cas, l'on voit que le chiffre de 3000 pages n'est  
24   pas si élevé que cela. Ensuite, la Défense convient du fait que  
25   ces documents sont utiles.

1 La Défense a dit que, étant donné qu'il s'agissait de cadres, de  
2 dirigeants, elle avait besoin de davantage de temps pour étudier  
3 ces documents, mais elle n'a pas expliqué précisément de combien  
4 de temps supplémentaire elle aurait besoin pour étudier ces cas  
5 ou ces documents. La défense de Nuon Chea a dit que, si elle  
6 avait eu accès à ces documents avant, elle aurait peut-être  
7 changé les lignes de questionnement, d'interrogatoire pour les  
8 témoins, mais elle n'a pas donné de précisions. Bien sûr, on peut  
9 penser à d'autres questions que l'on aurait pu poser aux témoins,  
10 mais il faut se demander si cela aurait eu un impact quant au  
11 fond des témoignages et dépositions entendues.

12 [14.34.57]

13 M. KOUMJIAN:

14 Je reconnais que, dans certains cas, des documents divulgués ont  
15 un impact significatif sur les questions que l'on aurait pu poser  
16 à certains témoins. Les parties peuvent alors présenter des  
17 demandes, des requêtes, et demander à ce que des témoins  
18 reviennent à la barre. Il est important d'insister sur la  
19 pertinence de la divulgation des informations. Il faut voir si la  
20 pertinence est suffisamment forte pour que l'on accepte de  
21 repousser un peu les auditions ou accuser un peu plus de retard  
22 dans la procédure.

23 L'on ne peut rien faire par rapport à l'instruction.

24 L'instruction est en cours, c'est indéniable. Il faut maintenant  
25 que les juges prennent une décision, il faut que les cojuges

1 d'instruction prennent une décision par rapport à la divulgation,  
2 à la communication des dépositions. Certains documents sont  
3 considérés comme plus sensibles que d'autres, notamment par  
4 rapport à la sécurité des témoins concernés. Et, à franchement  
5 parler, j'imagine que cela prendrait plus de temps à l'heure  
6 actuelle de traiter de cas de personnes en leur absence et nous  
7 devons, chacun de notre côté, assumer nos responsabilités.

8 [14.36.43]

9 Ensuite, la Défense a demandé à ce qu'une réunion de mise en état  
10 ait lieu, c'est chose faite. Au paragraphe 19 c), l'on demandait  
11 des consultations par rapport au temps supplémentaire requis et  
12 l'on demandait des précisions par rapport au calendrier  
13 d'audience actuelle. Ensuite, l'on disait que la prochaine partie  
14 pourrait être consacrée au barrage du 1er -Janvier - cela ne nous  
15 pose aucun problème. Il y a le barrage de Trapeang Thma...  
16 Trapeang... nous pensons qu'il y aura beaucoup de procès-verbaux  
17 d'audition qui seront communiqués en lien avec ce barrage.

18 [14.37.47]

19 Au petit e), la Défense demande à la Chambre que les Khmers Krom  
20 ne soient pas inclus comme un groupe quasiment ciblé dans le  
21 dossier 002. Les charges sont les charges, Mesdames et Messieurs  
22 les juges. Elles figurent dans l'ordonnance de clôture. La  
23 Défense a objecté à la question du juge Lavergne. Et il faut  
24 rappeler qu'il est important de prendre en compte les souffrances  
25 des Khmers Krom. Les Khmers Krom ont été victimes, ils étaient

1    punis lorsqu'ils prélevaient des noix de coco, ils étaient perçus  
2    comme des ennemis. C'est important dans le cadre de ce dossier.  
3    Ils venaient au départ du Vietnam, ils étaient considérés comme  
4    des ennemis, et ils étaient donc ciblés en tant que groupe par  
5    les Khmers rouges. C'est indéniable. Et c'est pourquoi nous nous  
6    opposons à ce que les éléments de preuve relatifs à ces personnes  
7    soient exclus de ce dossier.

8    Petit f), la Défense demande aux coprocurateurs internationaux de  
9    demander aux parties s'il y aura des éléments de preuve pour les  
10    dossiers 003 et 004. Elle a demandé aux cojuges d'instruction  
11    internationaux de bien vouloir divulguer les informations de ce  
12    type le plus rapidement possible. Et cela ne me pose aucun  
13    problème. La Chambre peut parfaitement faire droit à cette  
14    demande; il s'agit là de son devoir même.

15    [14.39.38]

16    Enfin, la Défense demande à la Chambre de réfléchir aux  
17    conditions de divulgation. Les cojuges d'instruction ont donné  
18    accès aux informations des dossiers 003 et 004 aux coprocurateurs,  
19    mais je pense qu'il est inutile de rappeler qu'aux termes de la  
20    Loi des CETC, l'instruction est confidentielle. Les cojuges  
21    d'instruction internationaux ont fait une exception en matière de  
22    confidentialité. Ils ont reconnu qu'il était important pour notre  
23    demande de veiller à ce que les juges et la Défense et toutes les  
24    parties à ce procès aient accès aux informations pertinentes pour  
25    le dossier 002, aux informations pertinentes émanant des dossiers



1 003 et 004.

2 [14.40.36]

3 Pour ce qui est des conditions imposées à la Défense, je  
4 compatis, sincèrement, mais je propose à la Défense de s'atteler  
5 à cette tâche, de collaborer avec les cojuges d'instruction. L'on  
6 pourrait demander peut-être un peu de relâchement, certes, mais  
7 je crois qu'il est important également d'instaurer la confiance  
8 et il est important que la Défense montre qu'elle va vraiment  
9 respecter la confidentialité et qu'elle peut, elle aussi, avoir  
10 accès à des informations si les juges d'instruction l'y  
11 autorisent.

12 Alors si les conditions sont quelque peu assouplies, cela  
13 pourrait être positif. Moi, j'espère qu'elles le seront. Donc, je  
14 dis publiquement que je suis pour qu'il y ait une certaine  
15 relâche, que les conditions soient assouplies.

16 Et je vais donner la parole à mon confrère, M. Lysak, car il  
17 connaît bien les questions dont nous traitons aujourd'hui.

18 (Discussion entre les juges)

19 [14.42.04]

20 M. LE PRÉSIDENT:

21 Coprocurateur adjoint, nous allons devoir observer une pause. Nous  
22 reprenons à 15 heures.

23 Suspension de l'audience.

24 (Suspension de l'audience: 14h42)

25 (Reprise de l'audience: 15h09)

1 M. LE PRÉSIDENT:

2 Veuillez vous asseoir. Reprenons la réunion.

3 Je donne à présent la parole au coprocureur international adjoint  
4 pour poursuivre ses observations.

5 Vous avez la parole.

6 M. LYSAK:

7 Merci, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les juges.

8 La Défense a soulevé un certain nombre de questions. Nous partons  
9 du principe que nous n'allons pas répondre par écrit, c'est  
10 pourquoi nous allons saisir cette occasion d'intervention orale  
11 afin de répondre de façon complète à tout ce qui a été soulevé.

12 Une première chose. Le coprocureur international a indiqué que  
13 nous sommes ouverts à la discussion, que nous pouvons tout à fait  
14 débattre de l'ordre d'examen des segments de ce procès. C'est  
15 exact. Mais, nous ne sommes pas d'accord avec la suggestion que  
16 je crois avoir entendue dans l'intervention de la Défense, à  
17 savoir que l'on mette... que l'on suspende Tram Kak parce que  
18 cela fait partie de la zone Sud-Ouest pour examiner la zone  
19 Centrale, et passer directement à l'examen du barrage du  
20 1er-Janvier. Je vais vous expliquer pourquoi nous sommes contre  
21 cette suggestion.

22 D'abord, la suggestion néglige une chose, à savoir que la zone  
23 Centrale est une zone qui fait l'objet d'enquêtes, et de  
24 nombreuses enquêtes, dans le cadre du dossier 4, notamment le  
25 centre de sécurité qui se trouve juste à côté du barrage du

1 1er-Janvier, le centre de sécurité qui fait partie des  
2 allégations liées à toute la section "Barrage du 1er-Janvier". Ce  
3 centre de sécurité fait partie du dossier 4, de même qu'un  
4 certain nombre d'autres sites de la zone Centre.

5 [15.11.00]

6 Pour l'instant, le Bureau des cojuges d'instruction n'a pas mené  
7 de nouveaux entretiens liés à ce centre de sécurité ou qui soient  
8 liés au barrage du 1er-Janvier. Donc, comme nous vous l'avons  
9 indiqué, le nombre de documents concernés est ainsi relativement  
10 faible, mais nous ne savons pas ce qu'ils vont faire d'ici la fin  
11 de leur enquête. Et maintenant, nous avons des suspects qui vont  
12 faire des demandes d'enquête. Ça, c'est un élément qu'il faut  
13 garder à l'esprit.

14 Qui plus est - et c'est un élément autrement plus important -  
15 selon le calendrier prévu, la priorité a été donnée à certaines  
16 communications par les cojuges d'instruction. Cette priorité  
17 faisait en sorte que les documents liés au Sud-Ouest, Tram Kak et  
18 Krang Ta Chan, soient divulgués. Mais, tous les procès-verbaux  
19 liés à la zone Centrale, eux, n'ont pas obtenu autorisation de  
20 divulgation. Ça n'est pas encore le cas. Donc, ce que propose la  
21 Défense maintenant, c'est que l'on interrompe un segment, segment  
22 pour lequel on a reçu bons nombres de documents qui ont été  
23 communiqués -documents liés à la zone Sud-Ouest, à Tram Kak, et  
24 autres - et que l'on passe à un autre segment, segment pour  
25 lequel il n'y a pas encore eu de communications ou d'autorisation

1 de communications. Ça ne fait pas sens.

2 [15.12.37]

3 Ce qui m'amène à mon argument suivant. Ils ont avancé que ces  
4 nouvelles communications contreviennent à leur droit à un procès  
5 équitable, mais le contraire est tout aussi vrai parce que le  
6 propos de ces communications est précisément d'assurer que le  
7 droit à un procès équitable de la Défense est respecté. Il s'agit  
8 ici de leur garantir l'accès aux preuves et aux déclarations qui  
9 sont... qui font partie des dossiers 3 et 4 dans le cadre du  
10 dossier 2. Passer maintenant à l'examen ou au segment de la zone  
11 Centre alors que les procès-verbaux n'ont pas été divulgués  
12 soulèverait davantage de problèmes que si l'on continuait sur la  
13 lancée. Il me semble que cela coule de source.

14 [15.13.35]

15 Maintenant, je vais répondre à certaines questions soulevées.  
16 D'abord, y a-t-il d'autres documents, mis à part les PV  
17 d'audition de témoins ou de parties civiles? Il y en a. Nous  
18 sommes en train de les examiner. Malheureusement, je ne peux pas  
19 encore vous dire que les documents sont les mêmes que pour le  
20 dossier 2. Il y a certains cas ou certaines... dans certains cas,  
21 le Bureau des cojuges d'instruction s'est adressé au CD-Cam  
22 (phon.) pour obtenir des documents. Ces documents sont des  
23 documents publics. Nous sommes en train de les examiner. S'ils  
24 sont pertinents, nous les inclurons, mais nous parlons ici de  
25 documents... et à notre connaissance, le Bureau des cojuges

1 d'instruction n'est pas tombé sur un nouvel ensemble de documents  
2 que l'on ne connaissait pas auparavant et qui sont pertinents  
3 pour le procès.

4 [15.14.50]

5 M. LYSAK:

6 S'agissant maintenant de divulguer un par un ou segment par  
7 segment les documents, j'aimerais commencer par dire que dans  
8 notre requête initiale au Bureau des cojuges d'instruction que  
9 nous avons envoyée il y a à peu près un an, demandait à ce que  
10 tous les documents pertinents soient divulgués. Et ils n'étaient  
11 pas d'accord; ils avaient un certain nombre d'inquiétudes ou de  
12 préoccupations liées à leur enquête. Donc, lorsque nous sommes  
13 revenus vers eux avec une nouvelle requête, une nouvelle demande,  
14 lorsque les audiences ont été fixées, à nouveau nous avons  
15 demandé à ce que soient communiqués tous les documents  
16 pertinents. Et, à titre de solution de remplacement, ils nous ont  
17 présenté une liste de priorités et l'on a identifié un plan, un  
18 ordre d'examen pour ce procès; on a identifié un sujet et des  
19 documents qui concernaient l'appel de Nuon Chea. Nous avons donc  
20 fait de notre mieux pour présenter cette liste de priorités  
21 puisqu'ils ne souhaitaient pas divulguer tous les documents au  
22 même moment.

23 [15.16.07]

24 Tout ce que nous pouvons faire, c'est formuler des demandes aux  
25 cojuges d'instruction. Maintenant, ce qui ensuite est divulgué,

1     communiqué, autorisé ou pas, ce n'est pas de notre ressort. Or,  
2     nous voyons... nous continuons de voir des demandes qui tendent à  
3     nous accuser que c'est une conspiration entre nous et le Bureau  
4     des cojuges d'instruction pour déverser ces documents et noyer la  
5     Défense. Ce n'est pas du tout le cas. Nous ne nous opposons  
6     aucunement. Dans le cas où des PV d'audition sont divulgués après  
7     déposition des témoins et que dans ce document il y a des  
8     questions qui n'ont pas été soulevées, alors à ce moment-là, nous  
9     ne nous opposons aucunement, disais-je, à ce que vous souleviez  
10    une requête tout à fait motivée. Ils ont la possibilité, de même  
11    que nous, lorsqu'il y a de nouveaux témoins, d'invoquer ou de  
12    faire des demandes au titre de la règle 87 et, lorsqu'il y a des  
13    témoins qui sont importants pour ce procès, je suis certain que  
14    vous examinerez et considérerez ces propositions.

15    Un retard ne... prendre du retard ou remettre à plus tard ne va  
16    pas résoudre ces questions. On parle de reporter pour éviter  
17    d'avoir à rappeler les témoins, mais on ne sait pas parce qu'on  
18    ne sait pas qui va faire l'objet d'une audition par le Bureau des  
19    cojuges d'instruction, on ne sait même pas si ils... qui ils sont  
20    en train d'interroger aujourd'hui. Ils pourraient être tout à  
21    fait en train d'interroger un des témoins appelés à comparaître  
22    ici. On ne peut pas le savoir. Donc, il va falloir gérer la  
23    situation au cas par cas.

24    [15.18.11]

25    Je vous ai déjà dit qu'il y a à peu près, sur les 100 PV

1 d'audition, seulement dix qui sont liés à Tram Kak et Krang Ta  
2 Chan. La Défense a certes tout à fait le droit d'examiner les...  
3 d'autres documents pour vérifier la véracité de mes propos. Je ne  
4 dis pas que ces autres PV d'audition n'ont rien à voir avec le  
5 dossier dans son ensemble - bien sûr qu'ils sont liés. C'est bien  
6 pour cela que nous communiquons ces documents. Mais le procès va  
7 être long, et donc, ils auront largement le temps par la suite  
8 d'en tenir compte.

9 Ce que je vous propose, donc, ce que j'invoque ici, c'est que  
10 nous sommes quasiment au bout de ce premier segment du procès, ce  
11 n'est pas le moment de reporter et de prendre du retard. Nous  
12 devrions poursuivre. Et lorsque nous aurons terminé l'examen de  
13 ce segment dans quelques semaines, le moment sera idoine pour une  
14 pause, puisque nous passerons à un nouveau segment du procès.

15 Enfin, permettez que j'aborde les restrictions quant à la  
16 communication. Nous n'aimons pas plus ces restrictions que la  
17 Défense. Cela place un lourd fardeau sur nos épaules et c'est  
18 extrêmement plus... c'est autrement plus difficile d'imposer ces  
19 restrictions par voie électronique qu'en transmettant un dossier.  
20 Mais bon, quoi qu'il en soit, telle est la décision qui a été  
21 prise. Des entités qui ne sont pas parties ont formulé des  
22 requêtes et il faut satisfaire les clauses de confidentialité de  
23 ce document.

24 [15.19.56]

25 J'aimerais dire une chose à cet égard. Il y a peu, ils étaient

1   ici dans ce prétoire en nous disant: "Mais pourquoi nous ont-ils  
2   confiance sur la confidentialité?", alors qu'il y a à peine une  
3   semaine, ils ont annoncé à la presse et dans cette salle même  
4   qu'ils ne sont pas soumis à l'autorité de la Chambre parce qu'ils  
5   ne sont pas des officiers de la Chambre, et que si eux, de leur  
6   propre chef, décident de ne pas obéir aux décisions de la  
7   Chambre, eh bien, il n'y a rien que la Chambre puisse faire,  
8   aucune décision, rien.

9   [15.20.29]

10  Lorsque l'on fait ce type d'affirmation, imaginez que je... on  
11  peut comprendre que le juge Harmon ait de quoi s'inquiéter.  
12  Alors, j'espère qu'ils pourront répondre à cela, mais il est  
13  essentiel de respecter les clauses... les questions de  
14  confidentialité et, particulièrement, par voie électronique. Mais  
15  il y a d'autres motifs d'inquiétude qu'il faut également aborder.  
16  Je crois que j'ai fait le tour. Si j'ai oublié de répondre à quoi  
17  que ce soit, je serai ravi de revenir ou de répondre à toute  
18  question que vous pourriez avoir.

19  M. LE PRÉSIDENT:

20  Je vous remercie.

21  Coavocat principal, vous avez la parole.

22  [15.21.23]

23  Me GUIRAUD:

24  Merci, Monsieur le Président.

25  Je vais commencer par expliquer notre position générale en vous



1     disant que ce que nous souhaitons avant tout, et les parties  
2     civiles l'ont déjà exprimé à de nombreuses reprises, c'est que le  
3     procès aille de l'avant. Et ce que nous souhaitons discuter avec  
4     vous aujourd'hui et avec les parties, c'est les modalités selon  
5     lesquelles le procès peut continuer d'aller de l'avant.  
6     Ce qui est aussi très important pour nous, c'est la manifestation  
7     de la vérité, bien évidemment, et nous sommes convaincus que les  
8     divulgations qui sont faites contribuent à la manifestation de la  
9     vérité. Et nous avons donc un intérêt direct à ce que le plus de  
10    documents possible soient divulgués dans le cours de ce procès  
11    2/2, notamment compte tenu des incertitudes qui existent quant à  
12    l'issue des dossiers 3 et 4 dans lesquels de nombreuses de nos  
13    parties civiles se sont aussi constituées.  
14    Donc, nous sommes fondamentalement pour que le processus de  
15    divulgaration continue et continue de la manière la plus large  
16    possible.  
17    Nous avons dans ce procès une position un petit peu particulière  
18    parce que nous soutenons l'action publique, c'est-à-dire que nous  
19    soutenons l'action de poursuivre les accusés pour lesquels ils  
20    sont... les crimes pour lesquels ils sont jugés, mais que nous le  
21    faisons de... nous le faisons de façon totalement indépendante,  
22    que nous sommes avocats, dans une situation similaire à celle des  
23    conseils de la Défense, et que nous comprenons la majeure partie  
24    des préoccupations qui sont les leurs aujourd'hui.  
25    [15.23.11]

1 Je vais adresser les différents thèmes qui ont été évoqués par la  
2 défense de Nuon Chea dans sa motion en vous disant que, pour être  
3 très honnêtes avec la Chambre, nous n'avons pas été en mesure  
4 d'étudier et d'analyser de manière sérieuse l'ensemble des PV qui  
5 nous ont été transmis. C'est un fait. Et si nous n'avons pas été  
6 en mesure d'étudier et d'analyser de manière complète et précise  
7 les PV qui nous ont été transmis, c'est en grande partie parce  
8 que les conditions imposées par le juge d'instruction sont  
9 impossibles à respecter. Ou plutôt, si nous les respectons, nous  
10 ne sommes plus en mesure de faire correctement notre travail.  
11 Alors, je ne sais pas si quelqu'un du Bureau des juges  
12 d'instruction nous écoute aujourd'hui. Je ne sais pas s'il serait  
13 approprié que, proprio motu, d'eux-mêmes, ils décident d'élargir  
14 ou de "relax" les conditions de divulgation, mais les conditions  
15 de divulgation qui nous sont imposées, à nous et aux conseils de  
16 la Défense, sont impossibles. Et je dois dire que je suis un peu  
17 choquée de voir la défiance qui existe vis-à-vis d'avocats qui  
18 sont comptables devant leurs ordres professionnels respectifs.  
19 Nous avons tous des obligations professionnelles à respecter, de  
20 déontologie, de confidentialité, nous sommes avocats, nous ne  
21 sommes pas voyous, et je pense que si l'on nous dit que les  
22 documents sont confidentiels, nous aurons, il en va de notre  
23 responsabilité, la possibilité de respecter la confidentialité  
24 qui nous est imposée.  
25 [15.24.54]

1    Donc, au jour d'aujourd'hui, alors que deux des suspects ont été  
2    mis en examen in absentia, nous considérons que ces conditions  
3    n'ont plus lieu d'être et que, de leur propre chef, les cojuges  
4    d'instruction devraient relâcher ces conditions pour nous  
5    permettre de faire correctement notre travail. Si ces conditions  
6    sont levées, eh bien, tout notre travail d'analyse sera  
7    considérablement facilité et, dès lors, nous pourrions aborder  
8    sereinement la suite de ce procès.

9    Nous étions prêts, nous l'avons dit à la Chambre hier, nous  
10   étions prêts pour l'audition du témoin 803. Nous ne sommes  
11   cependant pas opposés à ce que l'audition de 803 soit repoussée,  
12   selon les modalités qui ont été proposées par la Défense, pour  
13   nous permettre et permettre à la Défense un temps de préparation  
14   supplémentaire. Nous ne sommes pas non plus opposés à ce que le  
15   prochain segment soit le segment du "1st of January Dam", mais je  
16   viens d'écouter notre confrère du bureau du procureur qui vient  
17   de nous dire que cela n'est peut-être pas une bonne idée. Donc,  
18   là aussi, cela prouve l'intérêt de ce TMM d'aujourd'hui. Nous  
19   avons besoin d'être plus informés sur le processus de divulgation  
20   pour que, ensemble, nous trouvions une solution pour que ce  
21   procès aille de l'avant.

22   [15.26.23]

23   En tout état de cause, et je le redis, pour nous, il est  
24   impératif que nous allions de l'avant, et nous faisons confiance  
25   à la Chambre pour trouver la meilleure solution pour que le

1   procès aille de l'avant dans le respect des droits de toutes les  
2   parties.

3   Deux propositions.

4   Que nous soyons plus informés du processus de divulgation, de  
5   manière plus régulière, que nous soyons plus informés du  
6   déroulement de l'instruction pour comprendre quels sont les  
7   nouveaux éléments de preuve qui pourraient arriver, notamment sur  
8   le segment que nous sommes en train d'étudier.

9   Et une autre proposition qui a déjà été faite un petit peu par la  
10  Défense, c'est que la Chambre s'implique plus dans ce processus  
11  de divulgation et dans le contrôle de ce processus de  
12  divulgation. Nous sommes d'avis que la Chambre pourrait explorer  
13  des voies juridiques qui vous permettraient, Monsieur le  
14  Président, Madame, Messieurs les juges, d'avoir un plus grand  
15  rôle dans le contrôle de ce processus de divulgation.

16  Je répondrai ensuite point par point aux "filings" de la défense  
17  de Nuon Chea, ce qui nous permettra aussi d'éviter de faire une  
18  réponse par écrit, et je souhaiterais aborder rapidement la  
19  question des Khmers Krom.

20  [15.27.42]

21  Me GUIRAUD:

22  J'avoue avoir du mal à comprendre la position de la défense de  
23  Nuon Chea sur ce point, et pour la raison que je vais exposer à  
24  l'instant. La Chambre est saisie "in rem". Vous êtes saisis de  
25  faits qui sont mentionnés dans l'annexe de la deuxième décision

1 de disjonction qui définit les paramètres de ce procès. Cette  
2 annexe, c'est le document E301/9/1.1. Cette annexe liste les  
3 paragraphes de l'ordonnance de clôture dont vous êtes saisis.  
4 Dans ces paragraphes, le paragraphe 320, qui est sous Tram Kak et  
5 sous le traitement des groupes spécifiques, mentionne de manière  
6 très claire la question des Khmers Krom. Vous êtes, de fait,  
7 saisis de la façon dont les Khmers Krom ont été traités dans la  
8 coopérative de Tram Kak. Si vous ne vous considérez pas saisis de  
9 cette question, ce serait un déni de justice et ce serait, je  
10 pense, un motif d'appel pour le procureur que nous soutiendrions  
11 bien volontiers. Vous êtes saisis de ces faits. Il faudra donc  
12 nécessairement que les preuves relatives à ces faits soient  
13 étudiées par la Chambre.

14 [15.29.11]

15 Quant à la qualification juridique que ces faits recevront, eh  
16 bien, ce sera à vous de le déterminer et aux parties d'argumenter  
17 pour savoir si tel ou tel crime est retenu en l'espèce. Nous  
18 sommes d'avis qu'il est particulièrement intéressant que la  
19 Chambre se penche notamment sur la question du crime de  
20 persécution, pour savoir si le traitement des Khmers Krom dans la  
21 coopérative de Tram Kak seront (sic) ou non constitutifs du crime  
22 de persécution.

23 [15.29.44]

24 Donc, encore une fois, vous êtes saisis "in rem", vous n'avez pas  
25 le choix, nous n'avons pas le choix, ce n'est pas le choix du

1    procureur. Vous êtes saisis "in rem", il faudra que les preuves  
2    sur la question des Khmers Krom soient entendues dans cette salle  
3    d'audience pendant le dossier 2/2. Cela me paraît impossible de  
4    faire autrement.

5    Un commentaire enfin sur le statut des procès-verbaux qui sont  
6    versés par le processus de divulgation. La défense de Nuon Chea  
7    semble s'inquiéter du sort réservé à ces procès-verbaux. De notre  
8    côté, nous sommes très clairs sur le fait qu'à partir du moment  
9    où ces procès-verbaux sont versés à nos débats dans le dossier  
10    2/2, ils deviennent des pièces du dossier 2/2; que s'ils sont  
11    correctement versés aux débats selon les règles qui nous  
12    gouvernent, eh bien, vous pourrez vous servir de ces pièces pour  
13    forger votre conviction dans le cadre du délibéré. Point barre.  
14    Il n'y a pas lieu de s'interroger sur le sort de ces  
15    procès-verbaux. À partir du moment où ils sont versés à nos  
16    débats, ils font partie de notre dossier et vous pourrez vous  
17    servir de ces pièces pour forger votre conviction dans ce dossier  
18    - pour nous, il n'y a aucun doute.

19    [15.31.14]

20    Enfin, je voudrais simplement répondre aux... ou apporter notre  
21    version aux préoccupations de la Défense sur la question des  
22    ressources et la possibilité pour les différentes parties à ce  
23    procès de mener de front différentes tâches, et notamment  
24    l'analyse et les pièces de ce procès.

25    Je voudrais simplement rappeler à la Chambre - mais je sais que

1 vous le savez, mais dans la mesure où le TMM est public, il me  
2 semble important que les parties à l'extérieur de cette salle  
3 d'audience soient également au courant - nous avons, nous, les  
4 coavocats principaux, avec l'aide des avocats des parties  
5 civiles, une foultitude de tâches à gérer quotidiennement:  
6 consultations - consultations avec les parties civiles, nous  
7 gérons un collectif de 3867 parties civiles qu'il faut quand même  
8 que nous connaissions, que nous consultations. Nous gérons la  
9 question des réparations, qui est un chantier absolument  
10 colossal. Donc je puis dire vraiment clairement à la Chambre que  
11 le procès, la préparation du procès et les audiences, représente  
12 en gros 50 pour cent de notre travail, pas plus. Ce qui nous  
13 attend à l'extérieur de cette chambre d'audience est colossal.  
14 Donc, nous sommes aussi, nous-mêmes, concernés par le volume de  
15 travail généré par ce procès.

16 [15.32.38]

17 Avec les conditions de restrictions qui sont imposées pour  
18 l'analyse des documents qui sont divulgués, cela est très  
19 difficile de mener de front toutes ces tâches parce que nous ne  
20 pouvons pas compter sur nos stagiaires pour nous aider dans cette  
21 tâche. Mais si les conditions restrictives de divulgation sont  
22 allégées, nous espérons être en mesure de gérer toutes nos tâches  
23 de front pour que le procès puisse aller de l'avant.  
24 Je pense en avoir terminé et je pense avoir répondu à toutes les  
25 demandes de l'équipe de Nuon Chea. Je vous remercie, Monsieur le

1   Président.

2   M. LE PRÉSIDENT:

3   Merci.

4   La juge Fenz a posé une question aux équipes de défense avant que  
5   l'Accusation et les coavocats principaux pour les parties civiles  
6   n'interviennent. La juge Fenz a demandé aux équipes de défense  
7   combien de temps supplémentaires elles avaient besoin pour  
8   étudier les documents. Nous donnons donc la parole à la Défense.  
9   À moins que la juge Fenz ne veuille préciser les choses avant  
10  cela?

11  [15.34.08]

12  Mme LA JUGE FENZ:

13  Oui. Non, non, c'était suffisamment clair. Mais j'ai une autre  
14  question à poser et peut-être que la Défense pourra y répondre en  
15  même temps.

16  Il s'agit uniquement de la demande tendant à ce que l'on ajourne  
17  l'audition de certains témoins par rapport aux informations des  
18  dossiers 03 et 04 (sic). Alors peut-être que cela va paraître  
19  évident, il y a deux instructions en cours, on ne sait pas quand  
20  elles prendront fin. Nous venons d'entendre que la divulgation va  
21  être continue et qu'il sera donc impossible de prévoir sur quel  
22  segment de ce procès elles auront un éventuel impact. Si j'ai  
23  bien compris, il est impossible d'identifier un segment de  
24  l'ordonnance de clôture qui ne serait pas potentiellement impacté  
25  par ce processus de divulgation.



1    Alors, dans ce contexte, imaginons ajourner... qu'il est  
2    impossible d'ajourner l'audience, le procès, jusqu'à ce que les  
3    instructions aient pris fin, on pourrait ajourner l'audition des  
4    dirigeants, des deux personnes que vous avez identifiées. Est-ce  
5    que ce serait une possibilité?

6    [15.35.48]

7    Me KOPPE:

8    C'est une excellente question. Je ne sais pas si je suis en  
9    mesure d'y répondre maintenant ou pas. En fait, je pense qu'il  
10   nous faut pouvoir continuer à travailler sur Krang Ta Chan et  
11   Tram Kak pendant encore un moment. Il y aura peut-être des  
12   auditions de témoins importants pour la base, pour le fondement  
13   des chefs d'inculpation, mais on ne peut pas savoir quels  
14   segments seront affectés, comme vous l'avez dit. Peut-être qu'il  
15   faudrait inviter les cojuges d'instruction à une... ou le cojuge  
16   d'instruction international à une autre réunion de mise en état  
17   et lui demander sur quels segments l'impact serait le plus minime  
18   possible. C'est lui qui serait bien placé pour le dire.  
19   On n'a pas eu d'instructions pour le barrage du 1er-Janvier et je  
20   suis d'accord avec ce qui a été dit à ce sujet. En fait, nous  
21   n'avions pas pris conscience de tout.

22   [15.37.31]

23   Donc, pour résumer, il nous est difficile de dire si nous  
24   disposons de tant de temps, nous pourrions faire ceci et cela. Je  
25   me souviens que la Chambre, en octobre dernier, avait ajourné le

1 début de l'audience, car nous venions de recevoir environ 500  
2 pages de nouveaux documents. Je ne pense pas que nous puissions  
3 lire plus vite que vous. Si nous voyons qu'une semaine a été  
4 accordée pour 500 pages, 3000 pages, eh bien, ça ferait six  
5 semaines. Je ne sais pas si nous pouvons nous appuyer sur cette  
6 référence ou pas, mais, en tout cas, lorsque vous avez posé des  
7 questions, moi, j'ai pensé que l'on pouvait peut-être inviter le  
8 cojuge d'instruction international pour lui demander ce qu'il en  
9 pensait. Sinon, eh bien, à franchement parler, je ne vois pas de  
10 solution à ce problème.

11 [15.38.50]

12 Mme LA JUGE FENZ:

13 Maître, je ne vous demande pas de trouver une solution dans  
14 l'immédiat. Je voulais juste obtenir quelques précisions.  
15 Pour ce qui est du cojuge d'instruction international, lui non  
16 plus, lui non plus n'a aucune idée de quand prendra fin  
17 l'instruction. Il pourra peut-être réfléchir aux... à des points  
18 pertinents, mais...

19 Me KOPPE:

20 Oui, il pourra voir ce qu'il en est des centres de sécurité qui  
21 font l'objet d'instructions. Je ne demanderai pas, bien sûr, trop  
22 de détails par rapport à ce qui est en train de se passer, mais  
23 s'il dit que Au Kanseng fait partie de l'instruction, eh bien, il  
24 ne sera peut-être pas utile de s'y rendre. Il y a peut-être des  
25 éléments sur lesquels l'instruction est finie. Je ne sais pas. En

1 hollandais, l'on dit que l'on ne peut pas passer la serpillière  
2 alors que le robinet est ouvert. C'est un petit peu l'impression  
3 que tout cela me donne. J'ai l'impression de devoir passer la  
4 serpillière alors que l'eau coule à flots.

5 Alors, je ne sais pas si j'ai répondu à votre question.

6 [15.40.07]

7 Mme LA JUGE FENZ:

8 Donc, pour être sûre d'avoir bien compris. Vous demandez six  
9 semaines?

10 Me KOPPE:

11 Non. Je faisais référence à la décision que vous avez prise en  
12 octobre dernier.

13 M. LE PRÉSIDENT:

14 Maître Kong Sam Onn a la parole.

15 [15.40.32]

16 Me KONG SAM ONN:

17 Merci. J'aimerais répondre aux questions posées par la juge.

18 Pour ce qui est d'attendre que l'instruction ait pris fin ou pas,  
19 je dois dire que l'instruction pour le dossier 3 a pris fin en  
20 2010 et il semble que les coprocurateurs internationaux aient  
21 l'impression que les... ce que font les cojuges d'instruction est  
22 important pour le dossier 2. Et nous, personnellement, nous ne  
23 souhaitons absolument pas que la procédure soit retardée, mais  
24 nous sommes au milieu du procès numéro 2, nous devons pouvoir  
25 étudier les éléments de preuve, confronter ces éléments, les

1 faits. Il y a des choses que nous ne pouvons pas faire en public  
2 parce que cela renvoie à l'instruction des juges d'instruction.  
3 Les cojuges d'instruction ont fixé des limites et pour nous, vu  
4 les seize classeurs qui nous ont été remis, je dirais que nous  
5 avons besoin d'au minimum six semaines pour étudier tous les  
6 faits et toutes les dépositions qui pourraient être utilisés en  
7 l'espèce. Et si l'on demande six semaines, cela ne veut pas dire  
8 pour autant que l'on arrête tout. Non. Nous poursuivrons notre  
9 travail et nous aurons le temps de travailler efficacement dans  
10 l'intérêt de notre client.

11 J'ai entendu ce qu'a dit la coavocate principale pour les parties  
12 civiles. Elle a dit qu'elle passait environ 50 pour cent de son  
13 temps à travailler sur ce qui se fait en audience et je dois lui  
14 répondre que, pour ce qui nous concerne, nous consacrons 100 pour  
15 cent de notre temps aux audiences. Nous siégeons quatre jours par  
16 semaine et nous ne disposons que d'un jour pour préparer ces  
17 quatre jours d'audience par semaine. Nous n'avons donc absolument  
18 pas le temps d'étudier ces documents.

19 Merci, Monsieur le Président.

20 [15.44.39]

21 Me KOPPE:

22 Monsieur le Président, si vous le permettez, j'aimerais revenir à  
23 la question des Khmers Krom. Si j'ai bien compris la coavocate  
24 principale pour les parties civiles - elle appartient au système  
25 français, bien évidemment - donc si je l'ai bien comprise, il

1     serait possible que la Chambre, à un moment ou à un autre, accuse  
2     Nuon Chea de génocide des Khmers Krom, de persécution des Khmers  
3     Krom. Donc, si j'ai bien compris, en d'autres termes, lorsque je  
4     vais m'entretenir avec mon ami demain, mon confrère demain, il  
5     nous faudra réfléchir à cette question, voir si l'on peut y  
6     répondre par l'affirmative ou par la négative. Alors, il faut  
7     prendre en compte la procédure française pour voir si l'on peut  
8     mettre en examen mon client pour ces crimes internationaux  
9     concernant les Khmers Krom. Et je demande des précisions car je  
10    ne connais pas la réponse, et je pense que mon client mérite  
11    cette précision et ces explications.

12   [15.46.12]

13   Pour ce qui est du porte-parole de la Chambre, il s'est exprimé.  
14   Est-ce qu'il y a eu des réactions par rapport à ce qu'il a dit?  
15   Là encore, il s'agit d'une question de procédure. Des questions  
16   de procédure ont été évoquées en 2010. Je ne sais pas, peut-être  
17   que je me trompe complètement, mais alors, si c'est le cas,  
18   dites-le-moi, et nous réfléchirons alors à des mesures à prendre  
19   par rapport à notre stratégie. Mais pour l'instant, je ne sais  
20   pas, je ne suis pas certain qu'il s'agisse bel et bien d'une  
21   possibilité ou pas.

22   M. LE PRÉSIDENT:

23   Coprocureur international, vous pouvez répondre.

24   [15.47.06]

25   M. KOUMJIAN:

1 Je vais répondre.

2 C'est monsieur Lars Olsen qui est le porte-parole de la Chambre,

3 pas de l'Accusation. On ne lui demande pas de se prononcer en

4 notre nom, nous ne lui conférons aucune information

5 confidentielle. Il est évident pour tout un chacun ici présent

6 que citer cette remarque est inutile et c'est bien pour cela que

7 nous n'y avons pas répondu, parce que cela n'a aucune valeur.

8 J'aimerais revenir maintenant au report que demande la Défense.

9 Dans toutes nos discussions de cet après-midi, ce qu'il ressort

10 clairement, c'est que c'est un processus dynamique et que donc, à

11 l'avenir, davantage de communications sont appelées à arriver.

12 La Défense demande à présent un ajournement, ce qui créerait un

13 précédent néfaste. La Défense peut tout à fait diviser ces

14 documents et répartir dans leur... parmi leur personnel. Alors,

15 j'ai bien compris qu'ils ne pouvaient pas avoir de stagiaire,

16 mais ils peuvent quand même avoir plusieurs membres du personnel

17 et répartir le travail entre tous les membres du personnel. Et

18 s'ils ne peuvent pas... et si... je ne pense pas que cela arrive,

19 mais s'ils trouvent de façon tout à fait magique que, dans ce

20 matériel qui leur a été remis, il y a quelque chose qui aurait

21 bouleversé leur interrogatoire et que ils auraient pu poser des

22 questions tout à fait différentes au témoin 803, alors il peuvent

23 tout à fait, à ce moment-là, présenter une requête pour rappeler

24 le témoin afin qu'il compare à nouveau.

25 C'est un état de fait. Il va falloir traiter la question ainsi

1    puisque les communications vont être continues. On ne peut pas  
2    ajourner à chaque fois qu'il y a des communications. Et si on  
3    leur demande de nous donner du matériel et que l'on leur donne ce  
4    matériel, on ne peut pas ensuite nous accuser de déverser sur eux  
5    des tonnes de matériel et pour... et ajourner.

6    Voilà ce que j'ai à dire. Je propose d'aller de l'avant.

7    M. LE PRÉSIDENT:

8    Je vous remercie.

9    Coavocate principale, vous avez la parole.

10   [15.49.19]

11   Me GUIRAUD:

12   Merci, Monsieur le Président.

13   Je voulais juste réagir à la... à ce que vient de dire notre  
14   confrère Koppe sur les Khmers Krom. Il utilisait le terme de  
15   "génocide", qui n'est pas un terme que j'ai employé. Donc, je  
16   sais pas si mes propos ont été mal traduits ou s'ils ont été  
17   réinterprétés par mon confrère. Ce que j'ai dit, c'est que vous  
18   êtes saisis de la question des Khmers Krom à Tram Kak et qu'il  
19   vous appartiendra de décider de la qualification juridique, si  
20   qualification juridique il y a, et que dans les crimes qui sont  
21   concernés par Tram Kak, il y a notamment le crime de persécution.  
22   Et nous avons déjà entendu dans le cadre de ce procès un Khmer  
23   Krom qui nous a dit qu'il avait été considéré comme un Vietnamien  
24   et avoir été traité de manière discriminante parce qu'il était  
25   perçu comme Vietnamien.

1 Le procès se déroule sous nos yeux, je ne peux pas en dire plus  
2 que ça, mais il me semble qu'à un moment vous devrez  
3 nécessairement vous poser la question de savoir si le traitement  
4 des Khmers Krom, en tant que tel ou assimilé à une autre  
5 catégorie, revêt une qualification pénale ou non.

6 [15.50.57]

7 M. LE PRÉSIDENT:

8 La réunion de mise en état touche maintenant à sa fin. Au nom de  
9 la Chambre, j'aimerais vous remercier, coprocurateurs, avocats de  
10 la partie civile, avocats de la Défense pour les accusés, et  
11 personnel d'appui, de même que le personnel de sécurité, les  
12 membres du personnel de la Chambre, ainsi que les interprètes, de  
13 ne pas avoir ménagé leurs efforts pour faire en sorte que cette  
14 réunion puisse être organisée.

15 La Chambre tiendra compte de toutes les questions qui ont été  
16 soulevées pendant la réunion cet après-midi et rendra la décision  
17 pertinente en temps utile.

18 La Chambre informera les parties de toute modification du  
19 calendrier d'audiences pour la semaine prochaine par email d'ici  
20 demain.

21 La réunion est close.

22 (Levée de l'audience: 15h51)

23

24

25